

Le Colonel Assa Badiallo TOURE à Gao : Remise de 70 tonnes de produits alimentaires aux personnes démunies

MALI 

L'information est l'oxygène des temps modernes

LUNDI 12 FÉVRIER 2024

1522

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



CAN Côte d'Ivoire 2023

**Les Éléphants passent
du désespoir à la victoire**



Photo DIRPA

L'utilisation du tableau de bord dans le pilotage
Au cœur d'une session de formation à ISSPC



Retrait du Mali de la CEDEAO
Le gouvernement affirme ne pas être tenu par un délai

Dengue

Maladie causée par un virus du genre *Flavivirus*, transmis par la piqûre du moustique femelle appelé *Aedes aegypti*

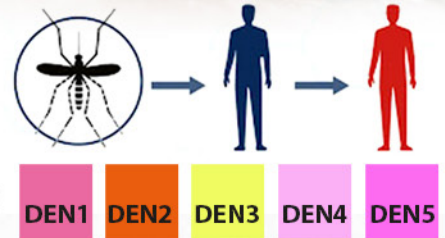


CAUSES

Piqûre du moustique femelle *Aedes aegypti*



5 sérotypes du virus de la dengue



SYMPTÔMES

Temps d'incubation :
4 à 10 jours après la piqûre



DENGUE CLASSIQUE

- Fièvre élevée (de 38°C à 40°C)
- Maux de tête
- Fatigue
- Douleurs dans le corps
- Forte fatigue
- Eruption cutanée (rash)
- Douleur derrière les yeux
- Douleurs musculaires et articulaires
- Nausées et vomissements
- Taches rouges sur le corps
- Douleurs abdominales (surtout chez les enfants)
- Durée : 2 à 7 jours

DENGUE HÉMORRAGIQUE OU DENGUE SÉVÈRE

- Symptômes de la dengue classique
- Intenses maux de ventre ou douleurs abdominales
- Agitation ou léthargie (sommolence)
- Vomissements qui persistent, avec ou sans présence de sang
- Cyanose
- Soit excessive et bouche sèche
- Difficultés respiratoires
- Pouls rapide ou faible
- Hépatomégalie douloureuses
- Extrémités froides, peau pale, froide et humide
- Chute de tension (hypotension)
- Saignements de nez, des gencives ou sous la peau
- Taches rouges sur la peau

TRAITEMENTS & VACCIN



Un vaccin est disponible*



Paracétamol



Repos



Anti-inflammatoire



ATTENTION : n'utilisez pas de médicaments à base d'acide acétylsalicylique (Aspirine)

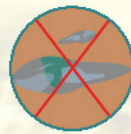
BONS CONSEILS & PRÉVENTION



Consultez toujours un médecin en cas de dengue



Faites vous vacciner contre la dengue*



Éviter l'eau stagnante

Mettez du chlore dans les piscines



Utilisez un spray anti-moustique

*Le vaccin est disponible dans certains pays, mais réservé aux personnes déjà infectées par la maladie



MALIKILÉ Sensibilisation

MINISTÈRE DE LA SANTÉ ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL

P.12



P.17



P.23



/ Une /



CAN Côte d'Ivoire 2023
Les Éléphants passent du désespoir à la victoire

P.4

/ Breves /



FAMa : Réunion de commandement au camp des gardes
Retrait du Mali de la CEDEAO : Le gouvernement affirme ne pas être tenu par un délai
Le Colonel Assa Badiallo TOURE à Gao : Remise de 70 tonnes de produits alimentaires aux personnes démunies

P.12

P.13

P.14

/ Actualité /



L'utilisation du tableau de bord dans le pilotage :
Au cœur d'un session de formation à ISSPC
Fraude dans la fonction publique : Une honte nationale !
Gao : Un incendie dévaste le marché de légumes et de fruits

P.16

P.17

P.19

/ Politique /



Colonel Assimi Goita : "l'accord était devenu un fonds de commerce pour certains acteurs"
45ème anniversaire de la Fête nationale de la République Islamique d'Iran :
Le Ministre Diop aux cotés de la diplomatie iranienne au Mali
Accord pour la Paix et la Réconciliation Nationale : L'Algérie découvre son vrai visage mal caché !
L'ANADEB s'engage dans la promotion des bioénergies : Félicitations au DG Abdoulaye Kaya

P.23

P.26

P.27

P.30

/ Culture & Société /



Gao et Menaka
Visite de travail de plusieurs membres du Gouvernement

P.32

/ International /



Gestion des migrants :
L'Union européenne soutient financièrement la Mauritanie
Crise politique au Sénégal :
Khalifa Sall s'oppose au report de l'élection présidentielle et appelle à la mobilisation

P.33

P.35

/ Sport /



CAN Cote d'IVOIRE 2023 :
Les Aigles du Mali et leur mobilisation exceptionnelle

P.36

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)

Siège: Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email: ampikile@gmail.com

Site Web: www.malikile.com

Contacts: +223 70 44 22 23

- **Gérant:** Moctar Sow
- **Redacteur en Chef:**
- **Rédaction Générale:** Moctar Sow, Karamako B. KEITA, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick wogo, Maffenin Diarra, Bokoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa LY journaliste correspondant à Dakar
- **Service Commercial:** Youssouf Diarra
- **Secrétariat:** Fatou SISSOKO



CAN Côte d'Ivoire 2023

Les Éléphants passent du désespoir à la victoire

Les Éléphants de la Côte d'Ivoire ont triomphé de l'adversité pour remporter la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) 2023, en réalisant un parcours exceptionnel. Malgré un début difficile dans le tournoi, l'équipe nationale ivoirienne a réussi à progresser petit à petit jusqu'à la victoire finale, réalisant ainsi le rêve tant attendu des supporters ivoiriens.

La Côte d'Ivoire a été repêchée in ex-

trepris grâce à la victoire du Maroc contre la Zambie, offrant ainsi une opportunité à saisir pour les Éléphants. Ils ont ensuite éliminé les Lions de la Téranga en huitièmes de finale, leurs rivaux de toujours, avant de se débarrasser des Aigles du Mali en quarts de finale et de la République démocratique du Congo en demi-finale. En finale, ils ont affronté les Super Eagles du Nigeria dans un match palpitant au stade Alassane Dramane Ouattara.

Malgré un but encaissé en premier, les joueurs de l'entraîneur Faé ont relevé le défi et ont réussi à tenir tête à l'équipe brillante du Nigeria, remportant la victoire avec un score final de 2 buts à 1 en leur faveur.

Cette victoire de la Côte d'Ivoire à la CAN 2023 est une leçon pour nous tous. Elle démontre l'engagement, l'esprit de compétition et le travail bien fait qui caractérisent le peuple



ivoirien. Ces qualités ne se limitent pas seulement au football, mais se retrouvent dans tous les domaines de la vie. Les Ivoiriens sont reconnus comme étant les meilleurs, même dans les moments de divertissement.

La victoire des Éléphants à la CAN 2023 est donc une source de fierté pour la Côte d'Ivoire et une preuve indéniable du talent et de la détermination de ses joueurs. Cela devrait également servir d'inspiration pour nous tous, afin de ne pas nous décourager face aux difficultés et de croire en notre capacité à surmonter les obstacles.

Cette victoire renforce également l'image de la Côte d'Ivoire en tant que nation sportive et démontre son potentiel à organiser des événements de grande envergure. La réussite de la CAN 2023 en Côte d'Ivoire témoigne de la capacité du pays à accueillir des compétitions internationales avec succès.

La victoire des Éléphants de la Côte d'Ivoire à la CAN 2023 est un exemple de détermination, de persévérance et de talent. Elle devrait servir de leçon à tous ceux qui accusent les autres et qui pensent détenir le monopole du patriotisme. Les Ivoiriens ont prouvé qu'avec engagement, esprit de compétition et travail bien fait, ils peuvent atteindre leurs objectifs, non seulement dans le football, mais dans tous les domaines de la vie.

■ Karamoko B Keita

malikile.com
LE SEUL LIEU OÙ VOUS POUVEZ COMMUNIQUER VOS ACTUALITÉS ET LES PUBLIERES

La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services ! *

74^{ème} Malinké
MIGRATION IRREGULIERE : 48 MALIENS PERISSENT EN MER

SALON DES
MEDIAS
DU MALI

3 EME
ÉDITION



DU 09 AU 12 MAI
2024

l o a d i n g . . .



Maix SOME
@MaixSOME

Après le **#Burkina** (35 milliards CFA),
c'est au tour du **#Mali** !
Pendant ce temps, la détestée
#CIV225 🇳🇬 et le Bénin 🇳🇪 eux
réussissent des Eurobonds !
@vieuxmko @LeBeauLBO



aBamako
@aBamako

Marché des titres publics de l'UEMOA:
Le trésor public malien échoue
à mobiliser 25 Milliards de Francs
CFA..[news.abamako.com/h/
290807.html](https://news.abamako.com/h/290807.html)

ET DE LA COMPTABILITE PUBLIQUE

■ Awa Sylla



Dites à mon passé de calmer son
peuple sinon Touré va prononcer notre
divorce.
Franchement vous épuisez ma chérie Sika Tenin Traore.
Donc c'est le voisin qui drague jolie.



■ Ouverture Média - OM



#OM_INFO: URGENT!!!

D'après des informations qui nous sont parvenues, l'influenceuse Aïcha Trembler et son acolyte Dj Domi ont eu un accident sur la route de Dédougou, au niveau d'un virage. Aïcha va bien, cependant l'état de Dj Domi est critique. Nous reviendrons vers vous pour davantage de détails!

#OM_KD



■ Sportime



FLASH INFO : Samuel Eto'o aurait demandé à la sécurité de chasser Geremi Njitap des vestiaires des Lions après la victoire contre la Gambie.

Selon CFoot, M Étienne Tamo, le Directeur du protocole du Président de la Fecafoot a menacé de s'en prendre physiquement à l'ancien international camerounais s'il ne sortait pas immédiatement des vestiaires.



■ Moustaph Maïga



CHEICKNA DEMBA, à l'heure H, n'a reçu aucune convocation à ce jour, encore moins être mis sous mandat de dépôt !



■ Présidence Sénégal



@PR_Senegal
Le Président Bissau-guinéen
@USEmbalo
a été reçu par S.E
@Macky_Sall

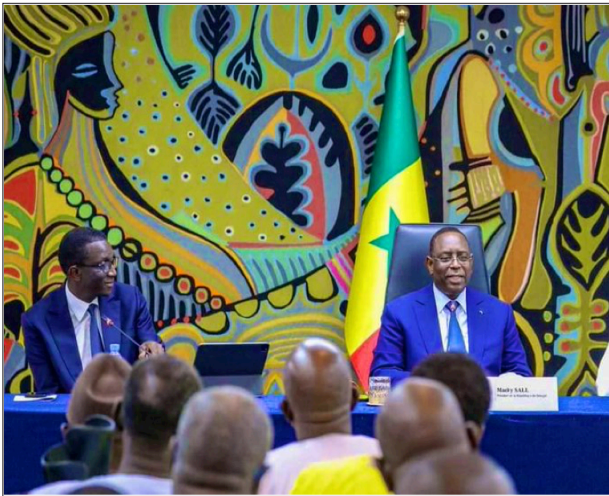
. Il souligne qu'il ne vient pas en tant que médiateur, mais entretient des relations solides avec toute la classe politique. Il appelle les Sénégalais au dialogue, crucial pour la stabilité de la sous-région.



■ Aminata TOURE



@aminatatourek
Le « combine-beuré » ou combinaison de @Macky_Sall et @amadou_ba_ Après avoir clamé urbi et orbi que l'élection présidentielle devait se tenir le 25 février 2024, le Premier Ministre Amadou Ba nous fait savoir qu'il est désormais en parfait accord avec le Président Macky Sall pour reporter de 9 mois l'élection présidentielle! La commission d'enquête parlementaire le visant personnellement pour accusation de corruption de membres du conseil constitutionnel aurait-elle déjà fait ses effets qui expliqueraient le revirement à 180 degrés de Amadou Ba? Pour les sénégalais largement soutenus par toute la communauté africaine et internationale la violation de la Constitution est intolérable! Mobilisons-nous dans tout le pays pour tenir le scrutin de l'élection présidentielle le 25 février pour engager le Sénégal vers le changement véritable!



■ **Umamo Sissoco Embaló**



@USEmbalo
J'ai reçu cet après-midi un appel téléphonique de mon homologue Isaac Herzog, Président d'Israël. Nous échangeâmes longuement sur la nécessité de l'instauration de la paix et du dialogue en vue d'une résolution durable du conflit israélo-palestinien.

■ **Ammy Baba Cisse**



Félicitations aux Éléphants. Il n'y a rien à dire pour cette finale qu'ils ont largement dominée.

■ **Moussa AG Acharatoumane**



@Mossa_ag

#Gao : Mes pensées accompagnent chaleureusement les habitants de Gao en ces moments difficiles. La destruction du marché est une véritable tragédie, cependant, je suis profondément admiratif de votre résilience face à ce genre d'épreuves. Avec confiance, je suis convaincu que, tout comme par le passé, vous trouverez la force et le soutien nécessaires au sein de votre communauté, avec l'Etat pour surmonter cette épreuve et œuvrer ensemble à construire un avenir plus lumineux pour notre belle cité. Je vous témoigne en ces moments difficiles ma totale solidarité. #Mali



■ **Herve Ndepo**



ADO est un Don pour la Côte d'Ivoire. 1992 PM, 2015 Président, 2024 Président. Trois étoiles pour la CAN. C'est mon analyse.

■ **SAMS INFOS**

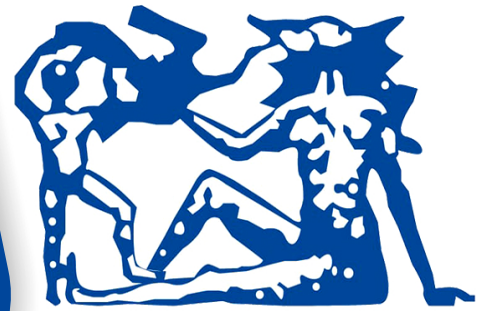


Le président de la CAF, le Dr Patrice Motsepe : « Près de 2 milliards de personnes ont regardé la CAN dans le monde. Nous devons être fiers en tant qu'Africains et le prochain sera encore meilleur »



COMMUNIQUÉ

DIRECTION GÉNÉRALE



INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE

La Direction Générale porte à la connaissance des pensionnés de l'INPS que l'objectif du contrôle physique est d'identifier les bénéficiaires de pensions afin d'éviter que des droits ne soient payés à des personnes non indiquées.

A cet effet, elle informe tous les bénéficiaires de pension que **l'absence du contrôle physique entraîne systématiquement la suspension des droits à partir de janvier 2024.**

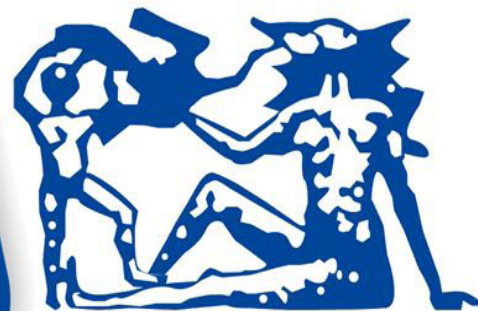
La Direction Générale sait compter sur votre bonne compréhension.

Bamako, le 03 janvier 2024

La Direction Générale

COMMUNIQUÉ

N°2024-004/DG-INPS



INSTITUT NATIONAL
DE PREVOYANCE SOCIALE

Le Directeur Général de l'Institut National de Prévoyance Sociale (INPS) informe les rentiers d'accident du Travail du District de Bamako, que l'INPS procédera à un **contrôle physique de tous les rentiers de Bamako**.

Le contrôle se déroulera dans toutes les Agences des Communes de l'INPS pour la période allant du **15 janvier au 24 janvier 2024**. Le contrôle concerne tous les modes de paiements (caisse, virement bancaire).

Les bénéficiaires doivent se munir des pièces suivantes :

- ***La pièce d'identité en cours de validité***
- ***Le carnet AT ou le N°AT***

La Direction Générale sait compter sur votre bonne compréhension.

Bamako, le 10 janvier 2024

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL
OUSMANE KARIM COULIBALY
Chevalier de l'Ordre National

FAMa**Réunion de commandement au camp des gardes**

Le mercredi 7 février 2024, au Camp des Gardes, s'est tenue la réunion de commandement militaire hebdomadaire présidée par le Général de Division Oumar DIARRA, Chef d'État-major Général des Armées. Cette réunion marquait la première délocalisation de l'année de cette importante réunion.

L'objectif de la réunion de commandement est de passer en revue les activités et actions des Forces de Défense et de Sécurité, ainsi que de fournir des orientations pour une coordination optimale des actions sur les théâtres des opérations.

Après cette réunion, le Chef d'État-major Général des Armées a effectué une visite de terrain. Il a commencé par la nouvelle cantine de la Garde nationale, actuellement en chantier. Cette cantine, une fois achevée, offrira des installations modernes pour les membres de la Garde nationale.

Ensuite, le Général DIARRA s'est rendu sur le nouveau

pont de la sortie Est N° 3. Ce pont revêt une importance particulière pour la région, car il facilitera la circulation et renforcera la connectivité dans cette zone.

Enfin, le Chef d'État-major Général des Armées a visité le Poste de Commandement Région Garde N° 9 de Bamako. Ce poste de commandement est essentiel pour la coordination des opérations de la Garde nationale dans la région.

Pour clore cette journée, le Général DIARRA a eu le privilège d'assister à une prestation de l'orchestre de la Garde nationale. Cette prestation était non seulement un moment de divertissement, mais aussi une occasion de souligner le talent et la discipline des membres de l'orchestre.

La délocalisation de la réunion de commandement de la nouvelle année et la visite du Chef d'État-major Général des Armées aux différents sites témoignent de l'importance accordée à la coordination, à la modernisation des infrastructures et au bien-être des membres de la Garde nationale. Ces initiatives renforcent la capacité opérationnelle et la motivation des Forces de Défense et de Sécurité dans l'exécution de leurs missions.

Fatou Sissoko



Retrait du Mali de la CEDEAO

Le gouvernement affirme ne pas être tenu par un délai

Le Mali déclare ne pas être tenu par le délai d'un an pour sortir de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), selon un document du ministère des Affaires étrangères et de la Coopération Internationale. La junte au pouvoir à Bamako a annoncé le retrait du Mali de la CEDEAO le 28 janvier, en même temps que les régimes militaires en place au Burkina Faso et au Niger, avec lesquels elle a formé une alliance.

Selon l'article 91 du traité de la CEDEAO, les pays membres sont tenus par leurs obligations pendant un an après avoir notifié leur retrait. Cependant, le gouvernement malien affirme ne plus être lié par ce délai et se considère délié de ses obligations dès maintenant. Le ministère des Affaires étrangères du Mali a envoyé une lettre à la CEDEAO pour annoncer ce retrait immédiat.

Le ministère des Affaires étrangères du Mali affirme que la CEDEAO a rendu le traité «inopérant» en fermant les frontières des États membres avec le Mali en janvier 2022, ce qui lui a interdit l'accès à la mer. En réponse à cette action, la CEDEAO avait imposé de lourdes sanc-

tions au Mali pour pousser les militaires au pouvoir à respecter un calendrier de rétrocession du pouvoir aux civils. Le ministère malien réaffirme le caractère irréversible de la décision du gouvernement de se retirer de la CEDEAO en raison de la violation par l'organisation de ses propres textes.

Les régimes militaires des trois pays sahéliens (Mali, Burkina Faso et Niger) ont notifié à la CEDEAO leur retrait immédiat de l'organisation, après que celle-ci a tenté sans succès de restaurer les gouvernements civils renversés par des coups d'État militaires successifs depuis 2020. Les régimes militaires dénoncent l'instrumentalisation de la CEDEAO par la France et se sont tournés vers Moscou sur le plan politique et militaire. Ils ont également formé une alliance basée sur la souveraineté et le panafricanisme.

Au-delà des conséquences économiques difficiles à estimer, cette annonce de retrait accentue les divisions dans une région déjà touchée par les violences des groupes jihadistes liés à Al-Qaïda ou à l'État islamique. Ces violences ont entraîné la mort de dizaines de milliers de personnes - civiles et militaires - et ont provoqué le déplacement de millions de personnes dans les pays du Sahel. La progression de ces groupes représente une menace pour les pays côtiers.

Ibrahim Sanogo



Le Colonel Assa Badiallo TOURE à Gao Remise de 70 tonnes de produits alimentaires aux personnes démunies

Dans le cadre de sa visite dans la région de Gao, Madame le Ministre de la Santé et du Développement social, le Colonel Assa Badiallo TOURE, a effectué la troisième étape de son périple. Au cours de cette étape, le Colonel Assa Badiallo TOURE a mis l'accent sur l'aide humanitaire en remettant 70 tonnes de produits alimentaires, tels que du mil, du riz et de l'huile, aux personnes démunies et déplacées de la région.

La visite de Madame le Ministre avait pour objectif d'évaluer les conditions de travail des agents socio-sanitaires et la qualité des soins dans la région de Gao. Elle a commencé par visiter les services d'Imagerie, de Maternité et de Laboratoire de l'Hôpital de Gao. Le Colonel Assa Badiallo TOURE s'est déclarée satisfaite de l'état des lieux, mais a également pris note des insuffisances signalées par les responsables.

Consciente de l'importance d'améliorer les conditions de travail des agents socio-sanitaires et la qualité des soins, Madame le Ministre a annoncé que des mesures étaient en cours pour remédier aux problèmes identifiés.

Elle a également exhorté le personnel à redoubler d'efforts pour consolider le courage dont ils ont toujours fait preuve.

Cette initiative du Colonel Assa Badiallo TOURE témoigne de l'engagement du Ministère de la Santé et du Développement social envers les populations les plus vulnérables. La remise des produits alimentaires aux personnes démunies et déplacées de la région de Gao contribuera à soulager leur situation précaire.

En visitant les services de l'Hôpital de Gao, Madame le Ministre a montré son intérêt pour le bien-être des agents socio-sanitaires et la qualité des soins fournis. Les mesures envisagées pour pallier aux insuffisances signalées par les responsables démontrent la volonté du Ministère de garantir des services de santé de qualité à tous les habitants de la région.

La visite de Madame le Ministre de la Santé et du Développement social, le Colonel Assa Badiallo TOURE, restera sans aucun doute un événement marquant pour la région de Gao. Son engagement en faveur des personnes démunies et sa volonté d'améliorer les conditions de travail dans les services de santé témoignent de sa détermination à faire progresser le secteur de la santé au Mali.

Arouna Sidibé





Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

OCLEI: Ce qu'il faut savoir en 2022

- 23 activités de sensibilisation (ateliers, séminaires, formations, conférences) à travers le Mali.
- 2 063 personnes de toutes les couches socio-professionnelles ont été directement touchées.
- 23 dossiers transmis à la justice de 2019 à 2022 pour un montant de 23 milliards 855 millions de FCFA ; soit environ un dossier par personne.
- Les profils des personnes mises en cause sont : membres du Gouvernement, élus locaux, Administration générale, armée, justice, administrations financières, péage, affaires étrangères.
- Les biens illicites identifiés sont composés de bâtiments, terrains et comptes bancaires.
- Le nombre des déclarations de biens a baissé drastiquement. Elles ont diminué de 48,28%.
- L'OCLEI a fait faire une étude sur les techniques d'enrichissement illicite. Elle a montré que 50,70% des citoyens interrogés trouvent qu'il y a de la corruption à Kayes, 41,80% à Bamako, 40,90% à Ségou et 17% à Sikasso.
- 76% des citoyens interrogés estiment qu'il y a de la corruption dans les services des douanes, 74% pour la Justice, 72% pour les Impôts, 72% pour la Police et 39% pour les Eaux et Forêts.
- La même étude précise que les biens illicites acquis au Mali sont « exportés » dans les pays suivants par ordre d'importance : France, Sénégal, Côte d'Ivoire, Canada et Etats Unis d'Amérique.
- 85% des biens des cadres maliens sont constitués d'immeubles (maisons d'habitation, bâtiments commerciaux, fermes, terrains).
- Le Mali, depuis juin 2022, assume la charge de Premier Vice-Président de l'Association des Autorités Anti-Corruption d'Afrique (AAACA).
- Le Mali a été unanimement désigné par les pays membres de l'Association des Autorité Anticorruption d'Afrique pour abriter la 7ème Assemblée générale de l'organisation panafricaine de lutte contre corruption. Ces décisions consacrent le leadership du Mali dans la lutte contre la corruption en Afrique.

L'utilisation du tableau de bord dans le pilotage Au cœur d'une session de formation à ISSPC



Dans le cadre de la gouvernance et de la réforme du secteur de la sécurité et de la protection civile, un atelier de formation sur l'utilisation du tableau de bord dans le pilotage des activités a débuté ce mercredi 07 février 2024. Cet événement se déroule dans la salle de conférence de l'inspection des Services de Sécurité et de la Protection Civile (ISSPC) et prendra fin vendredi 09 février 2024.

Sous la présidence de l'Inspecteur en chef du service de sécurité et de la Protection civile, le Commissaire Général de Brigade Moussa Boubacar MARIKO, cet atelier réunit de nombreuses autorités militaires et civiles, ainsi que le Chef du bureau de DCAP, Dr Oswald PADONOU. Il est

organisé par l'ISSPC en partenariat avec le Centre Genevois de Gouvernement du Secteur de la Sécurité (DCAP).

L'objectif de cet atelier est de renforcer les compétences des Inspecteurs de l'inspection des services de sécurité et de la Protection civile dans l'utilisation du tableau de bord pour le pilotage des activités. Le tableau de bord est un outil de gestion qui permet de visualiser et de suivre les indicateurs clés de performance, facilitant ainsi la prise de décisions éclairées.

Cette rencontre de formation s'inscrit dans la continuité de l'appui, de l'accompagnement et de la collaboration que le DCAP apporte aux

Forces de Sécurité Intérieure. En effet, la gouvernance et la réforme du secteur de la sécurité et de la protection civile sont des enjeux majeurs pour répondre aux attentes des populations et assurer une meilleure sécurité.

Au cours de cet atelier, les participants auront l'occasion d'approfondir leurs connaissances sur l'utilisation du tableau de bord, d'échanger sur les bonnes pratiques et de développer leurs compétences en matière de pilotage des activités. Des experts du DCAP ainsi que des intervenants de renom seront présents pour partager leur expérience et leur expertise.

L'utilisation du tableau de bord dans

Le pilotage des activités des services de sécurité et de la protection civile revêt une importance capitale. En permettant une meilleure visualisation des données et des indicateurs clés, cet outil contribue à une gestion plus efficace des ressources et à une prise de décisions stratégiques basées sur des données fiables.

La conclusion de cet atelier sera l'occasion de dresser un bilan des

acquis et des perspectives pour une utilisation optimale du tableau de bord dans le pilotage des activités au sein de l'ISSPC. Les participants pourront ainsi repartir avec des outils et des connaissances pratiques pour améliorer leurs performances professionnelles et contribuer à la sécurité et à la protection civile.

Cet atelier marque une étape importante dans le renforcement des

capacités des Inspecteurs de l'ISSPC et témoigne de l'engagement du DCAP envers la sécurité et la protection civile. En favorisant l'adoption des bonnes pratiques et l'utilisation d'outils de gestion performants, cet événement contribue à l'amélioration continue des services de sécurité et de protection civile, pour le bien-être des populations.

■ Karamoko B Keita

Fraude dans la fonction publique : Une honte nationale !



Les mauvaises pratiques ont la vie dure, dit un adage. Le mal du siècle qu'est la corruption n'est pas prêt à quitter notre pays. Malgré

l'engagement des autorités de la transition à refonder un Mali Kura débarrassé de toutes les mauvaises pratiques, la corruption persiste de

plus belle. Pour preuve, le dernier concours de la fonction publique organisé en décembre 2023 a été annulé suite à la découverte d'un vaste



réseau de fraude. Une honte nationale qui mérite des sanctions exemplaires contre les agents de l'État qui s'adonnent à de telles pratiques humiliantes pour notre pays.

Alors que notre pays est engagé dans la lutte contre le terrorisme et l'insécurité, les autorités redoublent de vigilance contre la corruption qui est la source de beaucoup de nos maux. Après la croisade ouverte contre les délinquants financiers, c'est le tour des fraudeurs. Il s'agit de ceux qui tripatouillent les résultats des concours d'entrée à la fonction publique, favorisant ainsi certains au détriment des plus mé-

ritants.

Dans un communiqué du ministère du Travail, de la fonction publique et du dialogue social, lu à la télévision nationale le lundi soir pendant le journal, on apprend l'annulation des résultats du concours de la fonction publique qui s'est déroulé du 23 au 31 décembre 2023.

«Le ministre du Travail, de la fonction publique et du dialogue social a l'honneur d'informer les candidats que les concours de recrutement dans la fonction publique d'État, exercice budgétaire 2023, ouverts par communiqué No 2023-000015 MTF-PDS/SG CFP du 27 octobre

2023, dont les épreuves se sont déroulées du 23 au 31 décembre 2023 à Bamako et dans les régions de Kayes, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou et Gao, sont annulés suite à la découverte d'un vaste réseau de fraudes qui entament la crédibilité dudit concours», peut-on lire dans le communiqué du département.

Les autorités soutiennent que cette décision s'inscrit dans la droite ligne des idéaux du Mali Kura qui prône l'objectivité et la récompense du mérite.

Selon des sources, la décision fait suite à des pratiques frauduleuses et des manipulations qui auraient

été mises en place pour influencer les résultats de ce concours. En attendant que des têtes tombent, des sources croient savoir que plusieurs hauts fonctionnaires, impliqués dans l'organisation du concours, sont mêlés dans cette affaire de fraude et de corruption.

En tout cas, même si les autorités sont à saluer pour leur vigilance, il faut reconnaître que c'est une honte pour notre pays. Cela, quand on sait qu'en 2020, le peuple malien s'est levé comme un seul homme pour chasser le régime de feu Ibrahim Boubacar KÉÏTA, accusé de mauvaise gouvernance. Plus de trois ans après le départ de ce régime, notre pays souffre toujours de ce mal particulier, qui engendre toutes les difficultés économiques et sociales : la corruption. Alors que certains se battent pour être admis à la fonction publique, d'autres choisissent de passer par des raccourcis. Ils sont aidés dans cette sale besogne par des cadres payés par l'État qui leur tendent la courte échelle.

Endémique depuis l'avènement de la démocratie, la corruption a atteint le sommet dans notre pays. Si elle n'est pas spécifique au Mali, elle est parvenue à y bousculer les équilibres fragiles d'une société multiculturelle. On peut relier toutes les crises maliennes des vingt dernières années au partage des fruits de la corruption. Le plus souvent, les plus méritants sont mis de côté en privilégiant des proches ou ceux qui ont les moyens pour corrompre.

Et on le sait, les groupes armés prospèrent sur le terreau des injustices. Un jeune désespéré suite à un acte de corruption sera facilement récupéré par les ennemis de la paix. Donc ce dossier doit être traité de façon rigoureuse en mettant à la disposition de la Justice tous les auteurs et leurs complices. Après enquêtes et jugements, des sanctions exemplaires doivent être prises contre les coupables pour servir de leçon aux autres qui s'adonnent à ces pratiques honteuses.

■ **PAR MODIBO KONÉ**
INFO MATIN

Gao

Un incendie dévaste le marché de légumes et de fruits



Gao, le 7 février 2024 - Un incendie d'une ampleur sans précédent a ravagé le marché de légumes et de fruits de la commune urbaine de Gao, plongeant la population dans la douleur et la tristesse. Le maire de la commune, Monsieur Dacka Boubacar Traoré, actuellement en déplacement à Bamako pour des soins de santé, exprime sa profonde consternation face à cette catastrophe.

Le marché de légumes et de fruits de Gao, qui était le principal lieu d'approvisionnement et d'échange pour la population, a été réduit en cendres. Les dégâts sont inesti-

mables et affectent directement la vie quotidienne des habitants, en particulier les femmes qui dépendaient de ce marché pour se procurer des condiments et de la nourriture.

Monsieur le Maire, malgré sa situation personnelle, a tenu à manifester son soutien et sa solidarité envers la population de Gao. Dans une lettre adressée à la population, il exprime ses prières et ses pensées pour les victimes de cet incendie. Il implore Allah de les assister, de les protéger et de les récompenser pour leurs pertes.

Le Conseil Communal, en collaboration avec les autorités adminis-

tratives de la région, s'engage à apporter un soutien sans faille aux victimes. Des mesures d'urgence sont déjà en cours, notamment la recherche et l'aménagement d'un nouvel espace pour accueillir les marchands. Les autorités locales expriment également leur gratitude envers la protection civile, la police, la gendarmerie et les forces armées pour leur intervention rapide et leur

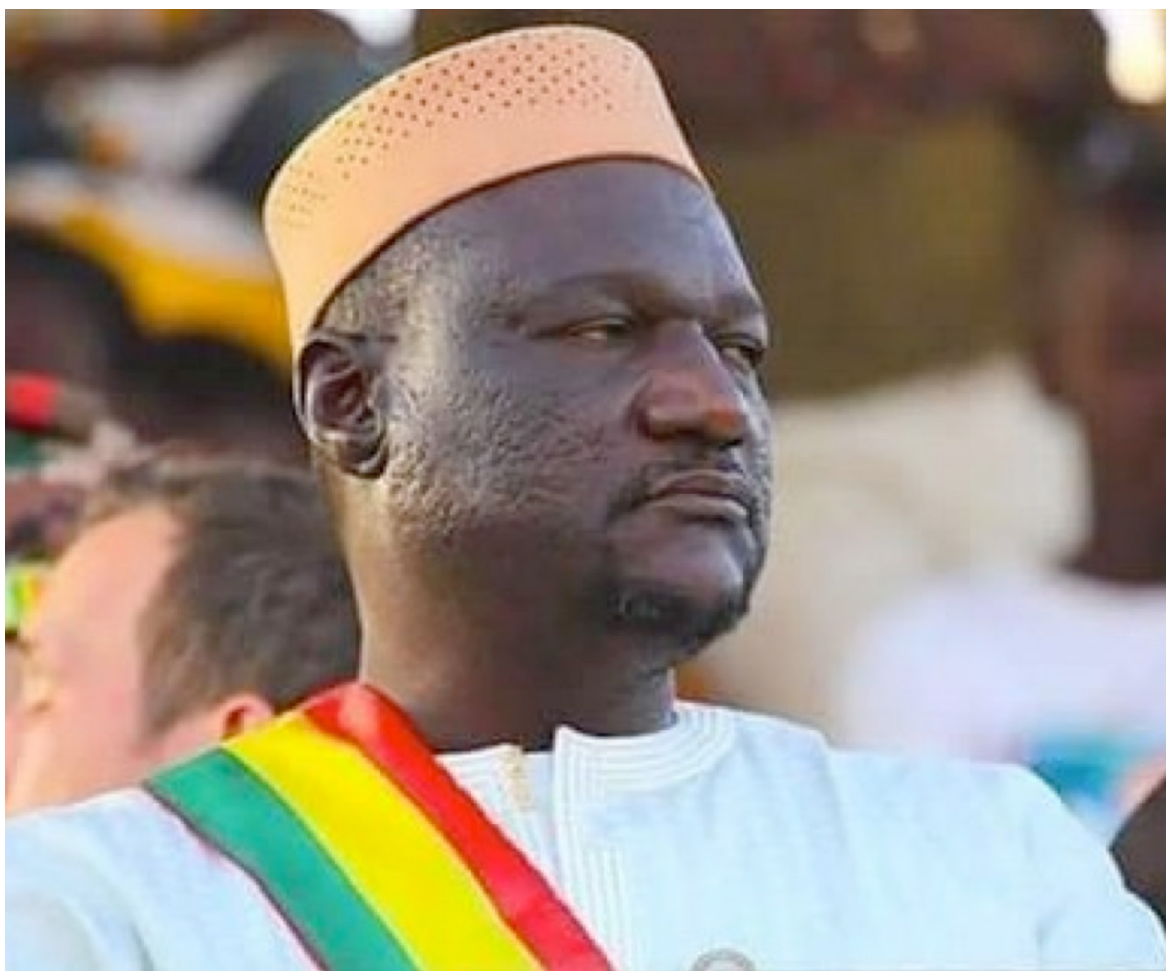
travail acharné visant à maîtriser l'incendie et à assurer la sécurité des personnes et de leurs biens.

Monsieur Dacka Boubacar Traoré conclut son message en adressant ses salutations et ses bénédictions les plus sincères à la population de Gao. Il appelle à l'unité et à la résilience face à cette épreuve, espérant que Dieu protégera la commune ur-

baine de Gao et ses habitants.

Cet incendie a profondément marqué la commune urbaine de Gao, mais la solidarité et l'entraide permettront de surmonter cette tragédie. La population de Gao peut compter sur le soutien de ses autorités locales et de la communauté régionale pour se reconstruire et retrouver sa vitalité économique.

Lire en encadré l'intégralité du message du Maire de Gao



Bamako, le 07/02/2024
Monsieur le Maire de la Commune Urbaine de Gao

Objet : Compensation à l'incendie du marché de Légumes et fruits.

· Chère population de la Cité des Askia.

Mes chers habitants de la commune urbaine, Salam Aleikoum !

C' est depuis Bamako où je me trouve présentement pour des soins de santé presque sous traitement que j' ai appris avec douleur, tristesse et amertume l'incendie grave que la Cité n'

a jamais connu, avec tant de dégâts inestimables dont est victime ce jour sept février deux mille vingt quatre le marché de Légumes et fruits de Gao. Le seul lieu d' approvisionnement ,d'echange voir de commerce de la population particulièrement nos mères,nos Sœurs et épouses

pour les condiments l'alimentation la nourriture bref .

Ainsi va le monde et rien ne pourra sans la volonté et permission du Tout Puissant Allah le maître Absolu.

Je sais c' est dure pénible ,vous n'avez pas besoin de me le dire car je le vois dans vos yeux et je le sens dans vos cœurs voilà en m'associer au Conseil Communal attristé de même nos prières douas et prosternations devant Allah car nous nous ne pouvons nullement, nous venons d'Allah et nous repartons vers Allah.

- Qu'il nous assiste et nous protège.Amin

- Qu'il nous le fasse remplacer par le plus meilleur.Amin Yaraby

- Qu'il récompense celles ou ceux qui ont perdus leurs biens dans le drame.

- Qu'il remplisse nos Cœurs de bonheur,d'amour et de pardon.

- Qu'il transformé par sa grâce et loyauté cet événement malheureux en bonheur pour toute la région et à pardonner nos fautes et transgressions. Amin Yaraby

[C'est tout un peuple,toute Région,tout' une Commune qui est endeuillé et choqué.] Dieu Vou-lant Amin Inchallah la Commune Urbaine,le conseil Communal et à mon nom n' aménageons aucun effort pour apporter notre soutien sans faille à remonter le moral des victimes et déjà le conseil en œuvre et en équipe pour les premières Urgences à savoir trouver, aménager et installer toute suite un lieu pour accueillir les marchands.

Tout en remerciant les autre Autorités administratives de la Région de Gao pour leur assistance, leur soutien et leur accompagnement à la ville à la commune et toute la

population merci .

Sans oublier la protection civile pour leur rapidité et le grand travail abattu à vite maîtriser le feu ,la police, la gendarmerie enfin toute les Famas pour l'ordre, la sécurité des personnes et de leurs biens sur le terrain.

Nous remercions infiniment Allah

Pas de victimes en perte humaine encore moins des blessés corporels Alhamdou lilas Dieu Merci.

Chère population, de Gao.

Veillez recevoir mes salutations et bénédictions les plus ardentes .

Que Dieu nous protège Amin.

Par Monsieur Dacka Boubacar Traoré Maire de la Commune Urbaine de Gao...

Très Fraternellement

Merci

■ Fatou Sissoko

Abonnez-vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Whatsapp:70 44 22 23 - Mail:@gmail.com

Site:www.malikile.com



**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSÔ »**



**APPEL
GRATUIT**

**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

Colonel Assimi Goïta :

“l'accord était devenu un fonds de commerce pour certains acteurs”



Le président de la transition, le colonel Assimi Goïta, a déclaré le lundi dernier que "l'accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger était devenu, pour certains acteurs, un fonds de commerce et un moyen de prolonger la souffrance de nos populations meurtries". Présidant la cérémonie d'installation des membres du comité chargé du dialogue intermaliens, le chef de l'état a, une fois de plus, saisi cette tribune pour dénoncer ce document signé en 2015 et qui, il faut le reconnaître, n'a pas réussi à ramener la paix dans notre pays.

Les membres du Comité de pilotage du dialogue intermaliens pour la paix et la réconciliation sont désor-

mais installés dans leur fonction. La cérémonie d'installation, tenue avant-hier à Koulouba, a été présidée par le Président de la Transition, le colonel Assimi GOÏTA, en présence des présidents des institutions, des membres du gouvernement, notamment le ministre de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion nationale, le colonel-major Ismaël WAGUE.

Restaurer la paix et le vivre ensemble

Restaurer la paix, consolider l'unité nationale et raviver le vivre-ensemble, tel est le but de ce dialogue piloté par une équipe de 140 personnes.

Dirigé par l'ancien Premier ministre Ousmane Issoufi MAIGA, ce Comité est chargé de la préparation et de l'organisation du dialogue intermaliens.

Cette cérémonie d'installation marque le début d'un processus destiné à aboutir à la paix des cœurs et au retour de la grande fraternité légendaire entre l'ensemble des filles et fils de notre nation.

Selon le Président de la Transition, qui a procédé à l'installation du comité, on peut puiser dans nos valeurs ancestrales pour relever le défi.

Il n'y a guère longtemps, peu de gens auraient parié sur la possibilité pour



notre pays de reconquérir ses terres, encore moins de réconcilier ses enfants.

« Oui, le Mali éternel a vacillé, mais il ne s'est pas écroulé contrairement à certaines prédictions », a déclaré le Président de la Transition sous un tonnerre d'applaudissements. Et de poursuivre : « Nous devons cela à notre histoire millénaire, marquée par l'existence de grands empires et royaumes qui ont réalisé un brassage socioculturel donnant naissance à des communautés ayant toujours vécu en symbiose et dans la complémentarité ».

Sur le plan sociologique, nos ancêtres ont inventé des institutions et des relations sociales qui ont créé l'harmonie et la solidarité entre les personnes et les groupes.

Retour à nos valeurs sociétales

Parmi ces institutions, on peut citer la parenté à plaisanterie (Sinagouya) qui est un véritable ciment social et qui crée des liens quasiment sacrés entre différents groupes ethniques. « Même au plus fort de la crise multiforme que traverse notre pays, pendant que les services de l'État s'étaient retirés de certaines localités, c'est le tissu social pétri de solidarité et d'humanisme qui a permis aux populations de se supporter pour mieux envisager l'avenir », a rappelé le colonel Assimi GOÏTA.

Il dira ensuite que c'est pour cette raison que les ennemis de notre peuple ont essayé de créer la méfiance entre nos populations pour les entraîner dans des conflits intra et intercommunautaires.

C'est ainsi que plusieurs de nos communautés ont été endeuillées par des meurtres de femmes, d'enfants et de vieilles personnes.

Nos Forces de défense et de sécurité, dans leur mission régalienne de protection du territoire, des personnes et des biens, ont également payé un lourd tribut, regrette-t-il.

Cependant, grâce à la bravoure et au don de soi des FAMA notre État, a-t-il dit, a recouvré son autorité sur l'ensemble du territoire, dont certains avaient voulu faire une enclave, en ayant pris le soin d'opposer les enfants du même pays.

Le Président GOÏTA a soutenu que cette unité retrouvée par notre peuple a été saluée par l'ensemble de ses filles et fils, fiers de leur histoire commune et animés par un fort sentiment patriotique et la volonté ferme de recoudre le tissu social malheureusement fragilisé par les conflits inutiles.

« Ainsi, nous avons décidé de créer les conditions d'un dialogue entre les filles et les fils de notre peuple, conduit par eux-mêmes, en vue de restaurer la paix, de consolider l'unité nationale et de raviver le vivre-ensemble », a souligné le chef de l'État.

Pour lui, ceci était d'une urgente nécessité tant « l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger était devenu, pour certains acteurs, un fonds de commerce et un moyen de prolonger la souffrance de nos populations meurtries ».

« C'est la raison pour laquelle, les autorités de la Transition ont décidé, en toute responsabilité, d'y mettre fin », a expliqué le colonel Assimi GOÏTA.

D'après lui, « nous avons tous les atouts pour réussir un dialogue direct entre les Maliens ».

À travers des valeurs sociétales et des formes de spiritualité, nos ancêtres ont instauré une culture de paix et de solidarité fondée sur des règles dont le respect était garanti par l'ensemble de la communauté, a rappelé le Président GOÏTA.

Dialogue franc et sincère

«Il nous faut donc puiser dans notre histoire pour construire une mémoire collective à la fois pour notre génération actuelle et future, afin que nous ne retombions plus jamais dans des situations de déchirements», a exhorté le colonel Assimi GOÏTA, qui a demandé de questionner sans complaisance notre société afin de comprendre les causes apparentes et profondes des conflits qui la minent.» «Ceci exigera de nous un exercice d'autocritique et de vérité qui sera le véritable socle de la paix durable que nous recherchons tant», a ajouté le Président de la Transition.

Il a par ailleurs demandé aux membres du Comité de pilotage de créer les conditions d'un dialogue franc et sincère entre les Maliens de manière inclusive, afin que nul ne se sente exclu.

«Toutes les voix doivent être écou-

tées et tous les avis doivent pouvoir s'exprimer. Il s'agit donc, comme le dit l'expression populaire, de laver le linge sale en famille», a détaillé le colonel Assimi GOÏTA.

Toutefois, ajoutera-t-il, tout au long du processus de dialogue, les membres du Comité doivent avoir comme boussole les trois principes qui guident désormais l'action publique dans notre pays, à savoir le respect de la souveraineté du Mali, le respect des choix stratégiques et des partenaires opérés par notre pays, et la défense des intérêts du peuple malien dans les décisions prises.

À l'issue de ce dialogue, décidé et conduit par les Maliens eux-mêmes, c'est un peuple réconcilié et rassuré qui devra pouvoir exprimer à l'unisson sa confiance en l'avenir.

Les lignes rouges

Ce faisant, affirme le Colonel GOÏTA, il aura prouvé encore une fois de

plus sa capacité à régler lui-même ses propres problèmes et à renforcer chaque jour sa souveraineté. Cependant, a précisé le président GOÏTA, il n'y aura aucune place dans ce grand forum national pour les ennemis de notre peuple qui veulent remettre en cause l'unicité et la laïcité de l'État, ainsi que l'intégrité de notre territoire.

De son côté, le président du Comité de pilotage du dialogue intermaliens, Ousmane Issoufi MAIGA, a, au nom de son équipe, remercié le chef de l'État pour la confiance placée en eux.

L'ancien Premier ministre a ensuite réitéré leur engagement et leur détermination à accomplir cette mission, avant d'appeler l'ensemble de nos compatriotes à «taire leurs égos et à s'approprier cette initiative salvatrice».

Par Abdoulaye OUATTARA

INFO MATIN



Photo AMAP

45ème anniversaire de la Fête nationale de la République Islamique d'Iran

Le Ministre Diop aux cotés de la diplomatie iranienne au Mali



Le vendredi 9 février 2024, Son Excellence Monsieur Abdoulaye DIOP, ministre des Affaires étrangères et de la Coopération internationale du Mali, a participé à la cérémonie de célébration du 45ème anniversaire de la Fête nationale de la République Islamique d'Iran. Cette invitation a été faite par Son Excellence Monsieur Hossein Taleshi SALEHANI, Ambassadeur de la République Islamique d'Iran au Mali.

Dans son discours lors de cette cérémonie, le Ministre DIOP a transmis les chaleureuses félicitations

et les vœux de bonheur, de santé et de prospérité de la Nation malienne à Son Excellence Monsieur Seyyed Ebrahim RAÏSSI, Président de la République Islamique d'Iran, ainsi qu'au gouvernement et au peuple iraniens. Le Ministre DIOP a prononcé ce discours au nom de Son Excellence Le Colonel Assimi GOITA, Président de la Transition et Chef de l'État du Mali.

Lors de cette occasion, le Ministre DIOP a dénoncé les mesures improductives pratiquées dans les relations internationales, telles que la

politique de domination et d'assujettissement des peuples, ainsi que le recours à la menace, aux sanctions ou aux mesures coercitives unilatérales contre les pays. Il a souligné la volonté affirmée des deux pays de renforcer davantage leurs excellentes relations d'amitié et de coopération, en accélérant la concrétisation des projets prioritaires de développement identifiés lors de la première session de la Commission Mixte de Coopération Mali-Iran qui s'est tenue à Bamako en août 2022.

Le Ministre DIOP et le Diplomate ira-

nien ont également condamné les attaques et les violences indiscriminées perpétrées par Israël contre les populations civiles palestiniennes dans la bande de Gaza depuis le mois d'octobre 2023. Ils ont souligné l'urgence de parvenir à une résolution durable de cette crise en mettant en œuvre la solution à deux États, Israël et la Palestine, vivant côte à côte en paix, à l'intérieur des frontières internationalement reconnues.

Cette cérémonie de célébration du 45ème anniversaire de la Fête nationale de la République Islamique d'Iran a renforcé les liens entre le

Mali et l'Iran, témoignant de leur engagement commun à promouvoir la coopération bilatérale et à travailler ensemble pour résoudre les défis mondiaux.

La présence du Ministre des Affaires étrangères du Mali à cet événement a souligné l'importance accordée par le Mali aux relations avec l'Iran et son engagement en faveur de la paix, de la coopération et du développement. Cette célébration a également été l'occasion de renforcer les échanges culturels et économiques entre les deux pays, ouvrant la voie à de nouvelles opportunités

de collaboration dans divers domaines.

Le Mali et l'Iran continueront à travailler étroitement ensemble pour promouvoir la paix, la stabilité et le développement, tout en défendant les principes fondamentaux du droit international et en condamnant les violations des droits de l'homme. Cette cérémonie de célébration marque une étape importante dans le renforcement des relations bilatérales entre les deux pays et ouvre la voie à un avenir prometteur de coopération mutuellement bénéfique.

Fatou Sissoko

Accord pour la Paix et la Réconciliation Nationale: L'Algérie découvre son vrai visage mal caché!



Dans un communiqué en date du jeudi 25 janvier 2024, les autorités de transition maliennes ont mis fin à l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale issu du proces-

sus d'Alger. Le ministère des Affaires étrangères, depuis Alger, a pondu un brouillon pour relater sa rancune tenace contre Bamako. Les autorités de ce pays mettent à nu leur vrai visage

par rapport à l'Accord. Mais, c'est sans compter avec la position de Bamako qui reste droit dans ses bottes et prêt à tout pour la défense de l'intégrité territoriale du Mali.



Comme du berger à la bergère, en réaction au communiqué dénonçant l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale issu du processus d'Alger, le ministère des Affaires étrangères de l'Algérie lève complètement le voile sur sa rancune mal cachée. Le communiqué d'Alger fait étalage de tout ce que les autorités de ce pays ont encaissé. Les autorités algériennes avaient-elles un agenda caché pour se battre pour l'application de l'Accord d'Alger ? Si la réponse est affirmative, c'est mal connaître le président de la transition Assimi Goïta.

À la lecture du communiqué peu responsable du ministère algérien des Affaires étrangères, on comprend aisément que ce pays a arbitré en faveur d'un camp. Il a tout le temps sifflé les fautes d'un protagoniste au détriment de l'autre. Mais le hic est que, malgré cela, il tente de conduire le match à bon port. Chose donc devenue difficile car la confiance s'est déjà éteinte entre Bamako et l'Algérie.

C'est un secret de polichinelle dans le monde entier qu'Assimi ne badine pas avec l'intégrité du territoire ma-

lien. La récupération de Kidal en est l'illustration la plus parfaite. Et l'Algérie, en tant qu'arbitre pour la mise en œuvre de l'Accord, serait dans la dynamique de brouiller les pistes. Le communiqué malien avait pour objectif de partager ce que le gouvernement de transition a appelé les faits graves.

Les raisons de la dénonciation de l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale par Bamako

En premier lieu, Bamako dénonce le changement de posture de certains

groupes signataires de l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale issu du processus d'Alger, devenus des acteurs terroristes et poursuivis par la justice malienne après avoir commis et revendiqué des actes terroristes. Secondo, il s'agit de l'incapacité de la médiation internationale à assurer le respect des obligations incombant aux groupes armés signataires malgré les plaintes formulées par le gouvernement de transition à travers la lettre du ministre de la Réconciliation, de la Paix et de la Cohésion nationale, chargé de l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale en date du 24 février 2023, adressée aux autorités de la République algérienne démocratique et populaire, chef de file de la médiation internationale.

Tercio, le gouvernement de transition du Mali se dresse contre les actes d'hostilité et d'instrumentalisation de l'Accord de la part des autorités algériennes dont le pays est le chef de file de la médiation, tels que mentionnés dans le communiqué n°064 du 25 janvier 2024 du gouvernement de la transition.

L'Algérie prêche dans le désert !

Après avoir pris connaissance de cette dénonciation de l'Accord, l'Algérie a exprimé beaucoup de regrets et une profonde préoccupation. C'est avec consternation et philosophie que le pays de Bouteflika a pris acte de la décision des autorités maliennes. «L'Algérie prend acte de cette décision dont elle tient à relever la gravité particulière pour le Mali lui-même, pour toute la région qui aspire à la paix et à la sécurité, et pour l'ensemble de la communauté internationale qui a mis tout son poids et beaucoup de moyens pour aider le Mali à renouer avec la stabilité par la réconciliation nationale», lit-on dans le communiqué.

L'Algérie pense avoir un devoir d'information envers le peuple malien frère. Ce dernier, dit le communiqué, sait que l'Algérie n'a jamais failli à travailler à la mise en œuvre

de l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali issu du processus d'Alger, avec sincérité, bonne foi et solidarité indéfectible envers le Mali frère. Mais c'est cette «bonne foi» algérienne qui n'a pas passé chez les Maliens.

Selon le communiqué algérien, le peuple malien doit aussi savoir et doit se convaincre que la longue liste des raisons invoquées à l'appui de la dénonciation de l'Accord ne correspond absolument ni de près ni de loin à la vérité ou à la réalité. À ce niveau, les dirigeants algériens doivent aussi savoir que leurs homologues du Mali ne leur font plus confiance. Ici, il faut croire en cette citation de l'intellectuel complet de la France, Jean-Paul Sartre qui dit : «La confiance se gagne par goutte et se perd par litre».

Le communiqué dit aussi qu'il n'a échappé à personne que les autorités maliennes préparaient cette décision depuis bien longtemps. « Les signes avant-coureurs depuis deux ans en ont été leur retrait quasi-total de la mise en œuvre de l'Accord, leur refus quasi-systématique de toute initiative tendant à relancer la mise en œuvre de cet Accord, leur contestation de l'intégrité de la médiation internationale, leur désignation de signataires de l'Accord, dûment reconnus, comme dirigeants terroristes, leur demande de retrait de la Minusma, l'intensification récente de leurs programmes d'armement financés par des pays tiers et leur recours à des mercenaires internationaux. Toutes ces mesures systématiquement mises en œuvre ont soigneusement préparé le terrain à l'abandon de l'option politique au profit de l'option militaire comme moyen de règlement de la crise malienne », dit l'Algérie.

En écoutant l'Algérie parler ainsi, l'on se rend compte qu'elle n'arrive pas à digérer ce que les autorités de la transition font au Mali. Sinon, la demande de départ de la Minusma par Bamako n'est pas récente. Aussi on se demande si les autorités maliennes n'ont pas le droit d'outiller

leur propre armée. Ne dit-on pas que qui veut la paix prépare la guerre ? En plus de tout cela, l'Algérie n'arrive pas à gommer le recours du Mali à Wagner pour sécuriser son territoire. Cela est un choix car l'Algérie ne peut pas décider à la place des Maliens.

Ce pays pense que le peuple malien frère doit savoir que des décisions aussi malheureuses et aussi malvenues ont prouvé par le passé que l'option militaire est la première menace à l'unité et à l'intégrité territoriale du Mali, qu'elle porte en elle les germes d'une guerre civile au Mali, qu'elle diffère la réconciliation nationale au lieu de la rapprocher et qu'elle constitue enfin une source de menace réelle pour la paix et la stabilité régionales. « Le Mali a toujours besoin de paix et de réconciliation. Il n'a aucun besoin de solutions qui ne lui ont apporté par le passé que déchirements, destructions et désolations. Répéter ces erreurs du passé, c'est prolonger indûment la tragédie et les malheurs pour le Mali et pour le peuple malien frère », lit-on dans le document algérien.

Tout cela est vrai mais dans le contexte malien, l'option militaire est intervenue après l'échec du dialogue avec les séparatistes que les sponsors étatiques appuient pour la partition du Mali. Les autorités algériennes sont-elles informées sur le Mali ? Sinon le président Goïta envisage un dialogue inter-malien dont les préparatifs sont en cours pour trouver les solutions maliennes aux problèmes maliens. Le jeu des autorités de transition en vaut la chandelle car il faut imposer la paix à ceux qui ne la veulent pas.

Engagées depuis leur prise du pouvoir, les autorités maliennes mouillent le maillot pour sauvegarder l'intégrité territoriale. La réussite de la transition passe par-là. Cette ambition passe avant tout projet de développement.

Bazoumana KANE
L'Alerte

L'ANADEB s'engage dans la promotion des bioénergies :

Félicitations au DG Abdoulaye Kaya



Le 30 janvier 2024, s'est tenue la 18e session ordinaire du Conseil d'administration de l'Agence nationale de développement des biocarburants (ANADEB). Cette réunion a été marquée par l'engagement et la reconnaissance envers les plus hautes autorités du pays, les partenaires stratégiques, ainsi que le directeur général, Abdoulaye Kaya, et son équipe pour leur travail remarquable au cours des trois dernières années.

Le Mali est confronté à plusieurs défis, tels que la lutte contre les ef-

fets du changement climatique et la satisfaction croissante des besoins énergétiques des populations et des industries. Dans ce contexte, l'ANADEB a organisé sa 18e session ordinaire du Conseil d'administration afin de trouver des solutions durables à ces défis.

Le président du Conseil d'administration, M. Guichma Ag Hakaily, a exhorté le directeur général et son équipe à concentrer leurs efforts sur la production et l'utilisation accrues des bioénergies dans tout le pays, au profit des populations ayant besoin

d'énergie. Il a souligné que l'agence contribuera ainsi aux efforts de stabilisation entrepris par les autorités maliennes.

Les administrateurs et les acteurs de la bioénergie ont exprimé leur satisfaction quant au travail accompli par l'ANADEB depuis la nomination d'Abdoulaye Kaya. Ce travail a permis à l'agence de devenir une référence dans la sous-région et a conduit à l'adhésion du Mali à plusieurs organisations internationales du secteur des bioénergies. Cette reconnaissance repose sur les réalisations concrètes de l'ANADEB au cours des trois dernières années.

En effet, au cours de cette période, l'agence a renforcé sa visibilité, constitué une équipe solide et engagée, organisé les acteurs du sous-secteur des bioénergies, mobilisé les partenaires, augmenté de manière significative la production de bioénergies, élaboré un code d'éthique et de gouvernance, mis en place un manuel de procédures administratives, financières et comptables, ainsi que créé des activités économiquement viables pour les jeunes et les femmes en milieu rural.

Abdoulaye Kaya a résumé ces réalisations en soulignant l'importance d'une vision globale et d'une action concertée pour promouvoir les bioénergies et répondre aux besoins énergétiques du Mali.

Cette 18e session du Conseil d'administration de l'ANADEB a donc été l'occasion de célébrer les performances de l'équipe dirigée par Abdoulaye Kaya et de souligner l'importance des bioénergies dans la lutte contre les défis énergétiques et environnementaux auxquels le Mali est confronté.

Grâce à cette session, l'ANADEB renforce sa position en tant qu'acteur

clé dans le secteur des bioénergies, contribuant ainsi au développement durable du Mali et à la lutte contre le changement climatique. Lors de la 18e session ordinaire du Conseil d'administration de l'Agence nationale de développement des biocarburants (ANADEB), le Directeur général, M. [Nom du directeur général], et son équipe ont été félicités pour leur travail remarquable au cours des trois dernières années. Abdoulaye Kaya s'est réjoui de la participation de partenaires importants tels que les ambassadeurs du Brésil, de l'Inde et du Royaume du Maroc, ainsi que des représentants de l'ONUDI, du PNUD, de la SNV et du projet MERIT, le président de l'Alliance Malienne pour la Cuisson Propre et le Directeur général de l'APEX Mali. Selon M. Kaya, leur présence témoigne du retour des partenaires aux côtés de l'ANADEB, et il affirme avec fierté que les bioénergies contribuent désormais de manière significative au développement du pays.

M. Kaya a assuré aux administra-

teurs et aux partenaires que les bioénergies, à travers différentes filières telles que l'huile de jatropha, le biogaz, le bioéthanol et les briquettes combustibles, ne seront pas exclues de la dynamique impulsée par les plus hautes autorités de la transition. Il a exprimé sa reconnaissance envers la ministre de l'Énergie et de l'Eau, ainsi qu'envers les plus hautes autorités du pays et les administrateurs, pour leur soutien indéfectible et multiforme au sous-secteur des bioénergies, malgré les difficultés actuelles que traverse le pays.

Le Directeur général de l'ANADEB a également saisi cette occasion pour remercier Yacouba Katilé, président du Conseil économique, social, environnemental et culturel (CESEC), d'avoir accepté le rôle d'Ambassadeur des bioénergies à partir de février 2023. Il convient de noter que lors de cette session, un plan de stratégie nationale de développement d'un montant de 16 milliards de F CFA pour la période 2024-2028 a été adopté.

Ce plan ambitieux vise à être en phase avec les politiques et stratégies sous-régionales et internationales dans le domaine de la bioénergie, à créer des emplois verts non délocalisables dans les zones rurales, en particulier celles qui sont vulnérables. Selon M. Kaya, cette stratégie vise également à mobiliser le secteur privé autour de l'État afin que la bioénergie puisse être un facteur de création d'emplois et de richesses pour les jeunes, en les dissuadant de céder aux tentations de l'immigration et de l'enrôlement dans des activités terroristes et criminelles.

Avec un tel engagement et soutien, il n'est pas surprenant que l'année 2024 soit l'année du renforcement des acquis de 2023 pour l'agence, mais aussi et surtout de la concrétisation de certains projets initiés avec des partenaires tels que l'Agence brésilienne de coopération (ABC) et l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI).

Karamoko B Keita



Gao et Menaka

Visite de travail de plusieurs membres du Gouvernement

Quatre membres du Gouvernement, accompagnés du ministre Commissaire à la Sécurité alimentaire, Redouane Ag Mohamed ALI, ont effectué une visite de travail à Gao puis à Ménaka, le mercredi 7 février 2024. Il s'agit du ministre chargé de la Culture, Andogoly GUINDO, de celui chargé de la Réconciliation nationale, Colonel-Major Ismaël WAGUE, de celui chargé de la Santé, Colonel Assa Badiallo TOURE et de celui chargé de la Jeunesse et des Sports, Abdoul Kassim Ibrahim FOMBA. Ils étaient accompagnés des membres de leurs cabinets et secrétariats généraux et des Directeurs de services techniques. À leur arrivée à Gao, les ministres ont été accueillis par le Gouverneur de la Région, Général Moussa TRAORE, les chefs des Services régionaux, les autori-

tés administratives, coutumières et politiques et les représentants de la société civile.

Le ministre Andogoly GUINDO s'est, dès son arrivée, entretenu avec les Directeurs régionaux relevant de son département afin de s'enquérir des problèmes auxquels ils sont confrontés. Le ministre leur a donné des orientations et prodigué des conseils pour la bonne marche de leurs services.

À Ménaka, deuxième étape de cette visite, le ministre GUINDO et ses collègues ont été reçus par les autorités administratives, politiques, les Légimités traditionnelles et les représentants de la Société civile de la 10ème Région administrative du Mali. Sur place, le ministre Andogoly GUINDO s'est entretenu

avec les représentants des associations des artisans pour s'enquérir de leurs préoccupations. L'entretien s'est déroulé dans une atmosphère chaleureuse et conviviale. Dans l'après-midi, de retour à Gao, le ministre Andogoly GUINDO a visité la salle des spectacles de Gao. Il était accompagné pour la circonstance du Conseiller technique, Mamadou Cissé, deux représentants du Gouvernorat, les chefs des services techniques régionaux relevant de son département. À l'issue de cette visite, il a rappelé que son département mettra tout en œuvre pour l'achèvement des travaux de construction de ladite salle, arrêtés en raison de la crise sécuritaire qui a frappé durement cette ville et le septentrion malien à partir de l'été 2012.

Source : CCOM du MACIHT



Gestion des migrants

L'Union européenne soutient financièrement la Mauritanie



Dans un récent accord signé entre l'Union européenne et la Mauritanie, il est officiellement question de développer les relations économiques entre les deux parties. Cependant, il est bien connu que cet accord vise principalement à freiner le flux de migrants illégaux. La Mauritanie, en tant que pays stable de la région du Sahel, est devenue une étape de transit pour les migrants cherchant à rejoindre l'Europe. Cet article de presse explore les détails de cet accord et ses implications pour les migrants.

Contexte migratoire en Mauritanie :

La Mauritanie fait face à une augmentation des départs de migrants depuis sa côte vers l'Espagne. Actuellement, le pays accueille environ 150 000 réfugiés en provenance

du Mali, fuyant l'insécurité dans leur pays d'origine. La relative stabilité de la Mauritanie dans une région touchée par les attaques djihadistes en fait une destination de transit pour de nombreux migrants.

Les détails de l'accord :

L'accord entre l'Union européenne et la Mauritanie prévoit plusieurs mesures visant à renforcer la gestion de la migration dans le pays. Tout d'abord, la Mauritanie recevra une aide financière de l'Union européenne d'un montant de 210 millions d'euros spécifiquement destinés à la gestion des migrations. De plus, le pays bénéficiera de fonds supplémentaires, notamment 22 millions d'euros pour renforcer son armée et le financement d'un important projet routier le long de la côte, ainsi que d'une ligne à haute tension re-

liant la capitale à l'est du pays.

Implications pour les migrants :

Cet accord soulève des questions quant au sort des migrants non-mauritaniens présents dans le pays. En cas d'interception de leur bateau, seront-ils renvoyés dans leur pays d'origine ou pourront-ils rester en Mauritanie ? Pour lutter contre l'immigration illégale, il sera demandé aux autorités mauritaniennes de démanteler les réseaux de passeurs locaux, à l'instar de ce qui a été fait au Niger.

Précédents accords migratoires et leçons tirées :

Depuis la crise migratoire de 2015, les pays européens ont réalisé qu'il était impossible de fermer complètement leurs frontières aux migrants et réfugiés. Dans le pas-

sé, des accords similaires ont été conclus avec d'autres pays, tels que la Turquie. Ces accords visaient à externaliser la gestion des migrants afin de réduire les flux migratoires. L'accord avec la Mauritanie s'inscrit dans la continuité de cette approche.

L'accord entre l'Union européenne et la Mauritanie, officiellement présenté comme un accord économique, vise en réalité à renforcer la gestion des migrants dans le pays. La Mauritanie, en tant que pays de transit, recevra une aide financière importante de l'Union européenne pour lutter contre l'immigration illégale. Cependant, des questions subsistent quant au sort des migrants non-mauritaniens présents dans le pays. **Cet accord souligne l'importance de la collaboration entre les pays européens et les pays de transit pour faire face à la crise migratoire. La situation des migrants et des frontières en Europe est complexe et comporte plusieurs aspects à prendre en compte.**

Tout d'abord, il est mentionné que les dirigeants nationaux de l'Union européenne (UE) ne souhaitent pas allouer de fonds pour aider les pays européens situés en première ligne au sud, ni pour créer une police européenne des frontières ou faciliter l'accueil des

migrants sur l'ensemble du territoire européen. Cette position peut s'expliquer par différentes raisons, telles que des préoccupations budgétaires nationales, des divergences politiques entre les États membres ou des différences de perception quant à la manière de gérer la question migratoire.

En parallèle de cette politique apparemment restrictive envers les migrants arrivant sur les côtes européennes, des accords ont été signés avec les pays voisins du sud. Un exemple mentionné est l'accord conclu avec la Turquie en 2016, négocié principalement par la chancelière allemande Angela Merkel. Cet accord visait à empêcher les migrants de partir moyennant une compensation financière et à renvoyer ceux qui ne sont pas éligibles à l'asile. La Turquie a ainsi reçu six milliards d'euros dans le cadre de cet accord et a obtenu une rallonge de trois milliards d'euros en 2021. Bien que cet accord ait considérablement réduit le nombre de réfugiés arrivant illégalement en Europe depuis le sud-est de l'Europe, d'autres routes migratoires vers l'Italie et l'Espagne se sont développées.

Un autre accord mentionné concerne la Tunisie, où la Commission européenne a signé un accord de «partenariat stratégique» en juillet 2023, en présence des chefs de gouvernement italien et néerlandais. Cet accord avait

pour objectif officiel de développer l'économie locale, mais il a été rejeté par le président tunisien Kaïs Saïed en octobre. Il est précisé que l'UE ne fournissait en réalité que la moitié des 127 millions d'euros prévus, le reste provenant de la réaffectation de crédits déjà prévus. Malgré cela, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a affirmé en septembre 2023 travailler à des accords similaires avec d'autres pays.

En réponse à ces accords, il est également mentionné que les États membres prennent des initiatives de leur propre chef pour externaliser la prise en charge des migrants arrivant sur leurs côtes. Par exemple, l'Italie a signé un accord avec l'Albanie pour externaliser cette responsabilité.

Il est important de noter que la question migratoire en Europe est un sujet complexe et controversé, avec des opinions divergentes sur la meilleure façon de gérer les flux migratoires, l'accueil des réfugiés et la protection des frontières. Les accords mentionnés dans la requête sont des exemples de tentatives visant à trouver des solutions à ces défis, mais ils suscitent également des questions et des débats au sein de l'UE et de ses États membres.

Karamoko B Keita



Crise politique au Sénégal

Khalifa Sall s'oppose au report de l'élection présidentielle et appelle à la mobilisation



Dans une récente entrevue sur RFM, Khalifa Sall, leader du parti Taxawu Sénégal et ancien maire de Dakar, a exprimé son opposition au report unilatéral de l'élection présidentielle prévue initialement pour le 25 février 2024. Malgré sa participation au dernier dialogue national initié par le président de la République, M. Sall estime que le dialogue actuel n'est pas une priorité.

Selon Khalifa Sall, il est crucial de s'opposer à cette décision et de lutter contre cette «forfaiture». Il appelle à la mobilisation de tous ceux qui partagent son point de vue afin d'empêcher que la décision de l'assemblée nationale ne soit validée. Pour lui, l'essentiel est de faire en sorte que l'élection se déroule comme prévu et que la volonté du

peuple soit respectée.

En tant que fervent défenseur des dialogues, Khalifa Sall souligne que celui-ci doit avoir un objectif clair et servir véritablement l'intérêt du pays. Il estime que le dialogue actuel ne répond pas à ces critères et que l'urgence est de s'opposer au report de l'élection présidentielle.

Cette prise de position de Khalifa Sall reflète la tension croissante autour de la question du report de l'élection présidentielle au Sénégal. Alors que certains soutiennent cette décision, arguant de la nécessité de garantir des conditions équitables pour tous les candidats, d'autres, comme Khalifa Sall, estiment qu'il s'agit d'une manœuvre politique visant à prolonger le mandat du président actuel.

Il reste à voir comment cette situation évoluera et si la mobilisation appelée par Khalifa Sall sera suffisante pour empêcher le report de l'élection. En attendant, le pays est plongé dans un débat politique intense et la question du report de l'élection présidentielle reste au centre des préoccupations.

Les prochains jours seront cruciaux pour déterminer l'issue de cette situation. Les différents acteurs politiques devront s'engager dans un dialogue constructif et trouver un terrain d'entente afin de garantir la stabilité et la légitimité du processus électoral. La voix de Khalifa Sall, en tant que leader politique influent, continuera sans aucun doute à peser dans les débats futurs.

Fatou Sissoko

CAN Cote d'IVOIRE 2023: Les Aigles du Mali et leur mobilisation exceptionnelle



Dans le cadre de la qualification en demi-finale de la Coupe d'Afrique des Nations 2023, les Aigles du Mali ont suscité une forte mobilisation et un engouement de la part de leurs supporters. Le ministre de la Jeunesse et des Sports, chargé de l'Instruction civique et de la Construction citoyenne, Abdoul Kassim Fomba, a tenu à faire le point sur plusieurs sujets lors d'une conférence de presse tenue le vendredi 2 février.

Tout d'abord, le ministre s'est réjoui de la mobilisation des compatriotes maliens en faveur des Aigles. Un téléthon a été organisé pour soutenir l'équipe nationale, et grâce à la générosité des donateurs, une somme totale de 66 350 508 FCFA a été récoltée. Le

ministre a assuré que cet argent sera utilisé de manière responsable pour soutenir les différentes phases de la compétition, notamment la demi-finale et la finale. Il a même évoqué la possibilité d'organiser un accueil populaire pour les Aigles du Mali en cas de victoire.

Par ailleurs, le ministre Fomba a tenu à rassurer les joueurs et l'encadrement de l'équipe concernant les primes. Grâce aux instructions du président de la Transition, Chef de l'État, le Colonel Assimi Goïta, aucun arriéré de primes impayées n'est à déplorer depuis le début du tournoi jusqu'à la veille du match contre la Côte d'Ivoire. Les joueurs

et l'encadrement ont été invités à ouvrir des comptes bancaires à la BND (Banque Nationale de Développement Agricole), à partir desquels les paiements ont été effectués avec le soutien du ministère de l'Économie et des finances. Plus de 800 millions FCFA ont déjà été versés à la sélection nationale et à l'encadrement.

Enfin, le ministre a abordé la situation des supporters maliens présents en Côte d'Ivoire. Il a souligné qu'il y avait deux catégories de supporters : ceux mobilisés par le département, qui se sont inscrits en ligne, et les supporters professionnels qui sont les membres de l'Unasam (Union nationale des

supporters de l'équipe nationale). Aucune précision supplémentaire sur la situation des supporters n'a été fournie lors de cette conférence de presse.

La mobilisation en faveur des Aigles du Mali est impressionnante, tant sur le plan financier que sur le soutien des supporters. Les joueurs et l'encadrement bénéficient de primes régulières, et les supporters maliens sont présents en masse pour soutenir leur équipe lors de la Coupe d'Afrique des Nations 2023. Lors de cette rencontre, le chef du département de la jeunesse et des sports a exprimé sa déception face à une situation impliquant les supporters mobilisés par le département. Normalement, selon le protocole établi, les supporters devaient être transportés uniquement par le département, tandis que la restauration et l'hébergement étaient à leur charge. Cependant, le département a

finalment pris en charge la restauration des supporters, bien que cela n'ait pas été prévu initialement.

Le chef du département a souligné que contrairement aux supporters de l'Unasam, qui ont publié une vidéo se plaignant de leurs conditions de séjour sur les réseaux sociaux, les supporters mobilisés par le département n'ont pas créé de polémique. Avant leur départ, le département a également fait une contribution financière de 6 millions FCFA à l'Unasam.

Malgré cela, à leur arrivée en Côte d'Ivoire, les supporters de l'Unasam ont sollicité une aide supplémentaire, ce qui a conduit à un versement supplémentaire de 2,9 millions FCFA. De plus, le chef du département a promis de donner

2 millions FCFA supplémentaires pour couvrir leurs frais en cas de qualification pour la demi-finale et la finale.

Cependant, le ministre a été surpris de voir la vidéo des supporters de l'Unasam se plaignant de leurs conditions de séjour et demandant de l'aide, considérant cela comme un acte déplorable, voire un crime.

Le ministre Fomba a ensuite annoncé que le département prendrait désormais en charge les régimes alimentaires des joueurs tout au long de la compétition, afin de les mettre dans les meilleures conditions de séjour. Il convient de noter que normalement, c'est la CAF qui assure la restauration.

Fatou Sissoko





Bélier (21 mars - 19 avril)

Côté travail, vous commencez à ressentir les bienfaits de vos efforts. Vous êtes la bonne personne à la bonne place. Si vous doutiez de vos capacités, votre entourage professionnel, qui vous connaît bien, vous donne la force de poursuivre sur votre voie. La discipline qui vous caractérise pourrait bien vous offrir de belles opportunités futures. Écoutez ce que l'on a à vous dire et ne tirez pas de conclusions trop hâtives.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous allez faire une rencontre importante pour votre carrière professionnelle. Élargissez votre réseau, les nouvelles opportunités peuvent découler de nouvelles connexions, de rencontres et de collaborations avec des personnes de différents horizons. N'hésitez pas à vous rendre à des événements de networking, salons, afterworks, etc. Cela pourrait vous apporter de belles opportunités professionnelles.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Aujourd'hui, les astres vous invitent à trouver un meilleur équilibre entre vie professionnelle et vie personnelle. Vous avez tendance à vous laisser dévorer par votre travail. Même si vous en retirez une certaine satisfaction et une compensation financière intéressante, essayez de vous interroger sur vos priorités. Qu'est-ce qui compte vraiment pour vous ? Vous allez par la suite prendre une décision qui changera votre mode de vie.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Vous croulez sous le travail, et vous ne savez pas sur quel pied danser. Vous avez trop de choses à faire en ce moment, et vous stressez à l'idée de ne pas pouvoir tout finaliser dans les temps. Inspirez profondément et apprenez à prioriser vos tâches, de la plus urgente à la moins impérative. Vous serez vite soulagé. Si nécessaire et de manière occasionnelle, effectuez une partie de votre travail à la maison.



Lion (22 juillet - 23 août)

Vous pourriez avoir un choix important à faire, et c'est un grand dilemme ! Avant toute chose, ne prenez aucune décision hâtive. Réfléchissez bien, pesez le pour et le contre, et n'hésitez pas à demander conseil autour de vous ; un avis extérieur peut toujours s'avérer utile. Au besoin, effectuez quelques recherches en lien avec votre projet, vous pourriez y voir plus clair et cela vous aiderait peut-être à vous décider.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous pourriez recevoir une proposition qui ne correspond pas vraiment à vos attentes et à votre domaine d'activités. Cela dit, derrière cette offre qui ne semble pas vous enchanter se cache peut-être une opportunité que vous ne devriez probablement pas négliger. Étudiez bien la question, cela peut constituer un tremplin vers une belle et enrichissante carrière. Pourquoi ne pas vous diriger vers cette voie ? C'est peut-être celle qui vous conviendrait le mieux.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Une énergie débordante illumine l'atmosphère au travail. Vous avez le don d'instaurer une harmonie et des relations professionnelles propices à l'évolution de tous. Vous pourriez être le pilier réconfortant de certains collègues, et vous pourriez participer à apaiser les petites tensions. Vous aurez également un flair pour l'organisation, vous jonglerez avec les tâches et créerez une symphonie de productivité qui sera vivement saluée.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Alors qu'à la maison, vous n'hésitez pas à vous affirmer, vous restez nettement plus discret dans votre milieu professionnel. Timidité, manque de confiance en vous, peur de vous faire des ennemis... Quoi qu'il en soit, vous êtes paralysé, et cela a un impact sur votre moral. Ce que vous n'arrivez pas à dire, vous le ruminez. Aujourd'hui, exprimez-vous enfin ! Vous serez agréablement surpris par les réactions autour de vous.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Votre petite vie rangée vous convient telle qu'elle est. Vous avez peur du changement au point de ne jamais prendre de risques. Pourtant, c'est souvent en prenant des risques que l'on obtient ce qu'on veut, à condition que les risques soient calculés, bien sûr. Si vous restez dans votre zone de confort, vous pourriez ne jamais évoluer, alors prenez ces risques qui vous font tant peur, et visez encore plus haut, vous le méritez.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Une ambiance pesante nuit à la qualité de votre travail. Privilégiez le télétravail autant que possible, ou isolez-vous. Si les tensions persistent, même si vous mourez d'envie de crever l'abcès en affirmant clairement votre position, restez neutre, et tenez-vous à distance de ces conflits internes : vous n'avez rien à y gagner, et vous risquez au contraire d'y perdre du temps et de l'énergie. Pour une fois, faites cavalier seul.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Vous serez confrontés à un dilemme et la communication sera au cœur de vos préoccupations. De nos jours, tout le monde communique, mais peu savent réellement le faire. Il arrive que nous n'écoutions qu'à moitié notre interlocuteur, car, pendant qu'il parle, nous sommes occupés à préparer notre réponse. Pour éviter cela, vous pourriez apprendre à écouter véritablement afin d'éviter tout souci de communication. De nombreux malentendus seraient ainsi évités.



Poisson (19 février - 21 mars)

Vous sentez que vous avez du mal à garder le même poste plus de quelques mois. Vous avez un besoin constant de changement et de nouveauté. Vous vous ennuyez vite et il vous faut en permanence du mouvement. Sachez que cela peut être mal vu par certaines entreprises qui considèrent que ce comportement traduit un manque de stabilité. Vous risquez d'être perçu comme quelqu'un de non fiable par des recruteurs potentiels.



L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

Commission de l'Organisation de la Justice à Bamako : Mamadou KASSOUCHE invite les acteurs de la justice à la pédagogie et à l'unité

1273 Malikilé



Kamena lève le voile !



Commission de finalisation du projet de Constitution : Le révisé

1274 Malikilé



Les enfants de Badalabougou servis



8ème édition de la Nuit de l'Entreprenariat : Un rendez-vous d'affaires et de partage d'idées novatrices

1275 Malikilé



Le président Cissé reçoit la délégation de la Commission de l'UA



Mad. Souma Bissane Moussa Faki Mahamat reçu par Assimi Goita

1276 Malikilé



La grosse arnaque !



Gestion des fonds, l'aménagement et la protection des forêts et de la faune : La Vice-Ministre Générale dédicte 1.000.000.000 FCFA à l'irrigation des femmes

1277 Malikilé



242 filles et femmes installées



ANIS : Me Mostapha Cissé, l'homme de la situation

1278 Malikilé



De quoi ont peur les pays de la zone franc ?



PROFESSEUR : Le responsable des Droits de l'Homme persona non grata

1279 Malikilé



Montaga Tall en robe pour défendre l'Islam et le HCIM



Burkina Faso : Des élèves exposés à la querelle populaire

1280 Malikilé



Les travaux débute aujourd'hui !



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ... n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23